

Chirac, Sarkozy, Villepin, De Robien

organisent la régression sociale.

Répondons par la grève unitaire

*Des services publics de l'énergie privatisés malgré les promesses de tous,
des hôpitaux où la rentabilité fait loi,
un système éducatif privé encore de plus 5 000 postes à la rentrée prochaine dans un contexte de renforcement de l'autoritarisme,
une politique de transports irresponsable,
la persistance et le développement de l'emploi précaire dans tous les secteurs de la fonction publique,
une jeunesse sous surveillance policière,
des salaires bloqués et plus de 5 millions de personnes privées d'emploi,
des retraites confisquées mais qu'on nous présente déjà comme devant être revues à la baisse dès 2008.
Voilà un premier bilan de ceux qui, au cours des cinq dernières années ont organisé la régression des libertés publiques, la traque
quotidienne des sans-papiers et la répression policière contre celles et ceux qui ont tenté de contester l'ordre libéral en marche
derrière Sarkozy et ses associés.*

Aujourd'hui, CGT, FO, FSU, UNSA, Solidaires ont réussi à se mettre d'accord pour un appel à la grève jeudi 8 février contre le blocage des salaires pour la défense des services publics et de leurs missions. La CFDT, la CGC et la CFTC ont fait le choix de ne pas s'associer à cette grève.

Pour la fédération Sud éducation, cette grève est doublement légitime : au regard de la situation de l'emploi dans les services publics et au regard de la situation en constante dégradation dans l'éducation nationale aussi bien au niveau des conditions de travail et d'étude qu'à celui des garanties statutaires des personnels.

C'est l'allongement du temps de travail qui est en jeu quand De Robien attaque les positions qui réglementent le temps de service des enseignants des collèges et lycées. Ce sont les conditions de travail qui se détériorent partout au détriment des élèves des classes populaires quand le même prévoit d'organiser la rentrée prochaine avec 5000 postes en moins dans ces établissements. C'est la mise sous tutelle des personnels qui s'organise dans la mise en place des Conseils pédagogiques. A l'égard des élèves, c'est la méfiance qu'on veut instaurer quand on invente une note de vie scolaire au collège. Année après année c'est toujours davantage de salariés précaires dans tous les établissements. Dans les écoles, le Ministère punit aujourd'hui de retrait de salaire des directeurs qui ont refusé de renvoyer un papier pour signifier leur surcharge de travail. La pression hiérarchique s'organise contre celles et ceux qui s'opposent à la mise en place d'une école sécuritaire et refusent de participer au fichage de leurs élèves dans « Base-élèves ». Depuis des mois les élèves dont les parents sont sans-papiers voient leur droit à l'éducation bafoué par Sarkozy et les siens. Dans le même temps, le Ministre de l'Education Nationale trouve chaque semaine une nouvelle idée pour jeter les enseignants en pâture sur des questions pédagogiques pour lesquelles il a pourtant montré rapidement ses limites.

Ce même ministre veut rapidement mettre en place une nouvelle phase de la décentralisation après celle des TOS en 2003-2004. Le projet EPEP (Etablissement Public d'Enseignement Primaire) marque une rupture dans l'histoire de l'école publique dans la mesure où il signe le legs de celle-ci (élémentaire et maternelle) aux collectivités locales. Dans le même temps les personnels se verraient réorganisés sur un modèle hiérarchique à trois niveaux avec un Directeur d'Etablissement nommé par l'Inspecteur d'Académie pour diriger une entité « Etablissement » composée de plusieurs écoles. Il n'est pas question de négocier ce projet. Il doit être retiré.

Sur ces éléments d'un démantèlement général il y a urgence revendicative à un niveau national. Et c'est aussi le sens de notre appel à la grève. Des manifestations et rassemblements se sont déjà déroulés dans de nombreux départements. Dans plusieurs départements de la région parisienne des collègues ont montré par la grève qu'il y avait urgence et qu'il était possible de se mobiliser. C'est dans cette voie de construction démocratique d'un véritable rapport de force que nous voulons inscrire notre engagement syndical.

La fédération Sud éducation appelle tous les personnels de l'Education nationale à la grève du jeudi 8 février.

Elle appelle ses syndicats à tout mettre en œuvre pour que cette grève trouve les prolongements à la hauteur des enjeux. Elle se déclare disponible pour toute initiative unitaire tant locale que nationale allant dans le sens du renforcement du rapport de force qui reste à construire pour la défense de l'Ecole publique.

St Denis, le 1^{er} février 2007

